



Non à l'austérité budgétaire

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 965

31 octobre 2013

prix : 0,70 €

Immigration

Combattre la boîte à fantôme
Page 2

Municipales 2014

Saint-Nazaire - Nantes : Le
rassemblement à l'œuvre
Page 3

Alcatel



Les salariés se mobilisent
pour une entreprise qui a de
l'avenir

Page 5

Utopiales

Rendez-vous pour la 14^{ème} édi-
tion

Page 6

Région



Pour une industrie navale
forte

Page 7



L'industrie, une priorité

Quel Front de gauche après Paris ?

Le débat sur la stratégie municipale à Paris empoisonnait les relations à l'intérieur du Front de gauche. Certains en faisant même un casus belli pour l'avenir du rassemblement né il y a presque 5 ans. Après le choix des communistes parisiens (57%) d'une liste d'union avec le PS, la tension semble redescendue d'un cran. **La pérennité du travail commun semble faire consensus. Le rassemblement pour une alternative de gauche aux politiques d'austérité est plus que jamais indispensable.** Du côté du PG on insiste désormais sur le fait que des listes Front de gauche seront présentes dans de nombreuses villes « 170 personnes (l'écart de voix entre les deux options parisiennes) ce n'est pas le Parti communiste, loin de là ! » écrit Jean-Luc Mélenchon sur son blog, ciblant Pierre Laurent qui l'aurait « odieusement trahi ». **Ces ajustements locaux pour Pierre Laurent, ne remettent pas en cause le choix de l'outil stratégique « nous en aurons besoin dans les années qui viennent. Nous voulons continuer à construire l'espoir à gauche ».**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Marie-Annick Benâtre

Utilité et rassemblement



La situation politique et économique appelle plus que jamais de mettre en perspective une autre politique. Il y a urgence à redonner confiance, à ouvrir d'autres possibles que les seuls cadeaux fiscaux au MEDEF ou la réduction de la dépense publique.

Le projet du budget 2014, par exemple, a pour seul objectif de baisser la dépense publique au nom de la compétitivité. Le gouvernement s'enferme dans sa politique austéraitrice, sa politique de régression sociale. Aujourd'hui les forces régressives sont en train de gagner la bataille idéologique.

Un autre cap doit être donné. Pour cela, nous devons être les artisans de l'alternative aux politiques actuelles menées au nom de la réduction drastique des déficits publics prévue par le pacte budgétaire européen. La construction de réponses progressistes se fera, bien évidemment et en premier lieu, en s'opposant au pouvoir de la finance, à tout choix contraire aux intérêts des salariés, des ménages, à toute régression sociale. Mais, en même temps, cette construction sera possible que si une majorité porte cette ambition et ce contenu. Par le débat sur les possibles,

Les communistes ont un rôle à jouer dès le niveau local et cela passe clairement par des élus de proximité et de résistance

entre toutes les forces de gauche, avec les citoyens, et la construction d'un commun partagé participant aux transformations sociales ; des projets utiles à la population pourront voir le jour.

Opposition, proposition et rassemblement majoritaire pour être utile aux gens doivent être le fil rouge de l'engagement des communistes. C'est avec cette détermination que le groupe communiste à la région a fait voter un vœu à l'unanimité sur l'avenir de la navale à St-Nazaire. C'est avec la même volonté - être utile à la population - que nous abordons les municipales : faire grandir la nécessité d'un rassemblement à gauche, et gagner des politiques favorables aux services publics, aux logements sociaux, au vivre ensemble... ; tout en renforçant le nombre d'élus-e-s communistes dans ces majorités de gauche et être des points d'appui pour faire entendre les besoins et attentes de la population.

Immigrations : combattre la boîte à fantasme...



Les vacances d'Automne des lycéens imposaient aux communicants de changer de sujet. La conception « zapping » de l'information, basée sur l'émotion, relayée par les récupérations politiciennes et les guerres intestines au sein du PS, suggérait de trouver une issue de secours au « fiasco » Léonarda. Faire oublier la mise en ondes et en images de l'actualité récente, entre les centaines de cadavres de Lampedusa et le « buzz » autour de la collégienne italienne expulsée avec sa famille au Kosovo, rien ne nous a été épargné.

On ne peut que déplorer de retrouver comme au temps de Sarkozy, l'utilisation de la pression d'événements dramatiques ou d'histoires particulières pour aborder des questions qui mériteraient d'avantage de sérénité et de recul.

Les journaux télévisés se gardent bien de mettre les pendules à l'heure. Car sur presque 7 milliards d'habitants que compte la planète, seulement un milliard est en situation de mobilité(*). Et encore, la plus grande part est en mobilité à l'intérieur de leurs Etats (740 millions). Seuls 240 millions sont des migrants à travers le monde, soit le même nombre que les migrations à l'intérieur de la Chine.

Un examen rigoureux des tendances migratoires d'aujourd'hui révèle l'attrait nouveau exercé par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Les migrations vers le Sud sont en train de rejoindre numériquement, avec 110 millions de migrants, les déplacements vers le Nord au nombre de 130 millions. Par conséquent l'idée que « toute la mi-

sère du monde » déferle sur l'Europe est une idée fausse qui repose sur un fantasme entretenu. L'essentiel des immigrants dans l'Union proviennent d'un autre Etat membre (38%), d'un autre pays européen non-membre de l'UE (23%), d'Afrique (15%), d'Asie (13%) et d'Amérique (9,6%).

En 2010, le nombre total de non-nationaux vivant dans l'U.E s'élevait à 33 millions de personnes, soit 6,6 % de la population totale. L'Allemagne est première avec 7,2 millions, devant l'Espagne (5,6) et l'Italie (4,6), le Royaume-Uni (4,5) et ...la France (3,8).

Le nombre d'entrées sur le sol français est de l'ordre de 200.000 par an. A côté du travailleur étranger, on trouve le demandeur d'asile, une migration féminine croissante et un rajeunissement des flux. L'essentiel vient des rapprochements familiaux (84000), du travail (20000), de l'humanitaire (climatique et politique - 8000), et des circulations européennes (y compris une migration d'élites, de commerçants et d'entrepreneurs). **Et le nombre de sorties ?** Sensiblement le même chiffre que les entrées. Si bien que la différence (le solde migratoire) est nulle ! **Alors tout ça pour ça !**

La méthode n'est pas nouvelle. L'instrumentalisation des peurs est une partie de billard à deux bandes : faire monter le FN, en orchestrant les fantasmes sur l'immigration. A qui profite le crime ?

(*)Septembre 2013 - Le droit d'émigrer Catherine Wihtol de Wenden CNRS éditions. 4€

De vous à moi

Bolkestein c'est ce libéral d'origine néerlandaise, commissaire européen, qui prônait l'ouverture réciproque des marchés de services sans harmonisation préalable au sein de l'U.E. **La mise en concurrence des salariés, notamment de l'Est avec ceux de l'Ouest, le fameux « plombier polonais » lors du référendum de 2005. Où en est-on de la libre circulation, dans un cadre de libre concurrence ?** Un million de travailleurs sont « détachés » chaque année par leurs employeurs dans un autre pays pour des prestations transfrontalières. Ces salariés notamment dans la construction, le transport routier, ...où chez STX, sont le plus souvent des « salariés à bas coûts » (le smic polonais est à 370 euros !), restant « attachés » à leur entreprise d'origine. Des sociétés écrans et des sociétés boîtes à lettres peuvent même organiser leur double exploitation, ce qui donne lieu à **de véritables zones de non droit.**

En bref

Accord de libre-échange UE-Canada : mauvais exemple.

Cet accord préfigure le partenariat transatlantique actuellement en discussion entre l'UE et les Etats-Unis. Ce pacte élimine les protections douanières sur les biens et services en relevant les quotas d'exportation des produits laitiers et des automobiles européennes. Les agriculteurs français redoutent la concurrence du bœuf canadien soumis à des normes sanitaires et environnementales moins contraignantes (hormones). Par ailleurs, **tous les services qui ne sont pas explicitement exclus de l'accord sont susceptibles d'être libéralisés.** Un exemple à ne pas suivre.

L'espionnage américain divise les européens.



Après le Brésil, la France, le Mexique face au scandale des écoutes illégales pratiquées par l'Agence nationale de sécurité (NSA), le parlement européen a demandé la suspension de plusieurs accords passés avec les Etats-Unis, ainsi que des négociations sur le commerce transatlantique. Mais la droite européenne s'y oppose ...**à moins que la révélation de l'espionnage du portable de Mme Merkel soit la goutte d'eau qui..?**

Allemagne : Une grande coalition pour Noël ?

La CDU-CSU (droite 311 sièges) et le SPD (192 sièges) ont entamé des discussions en vue d'une grande coalition, après le refus des verts (63 sièges). Dix conditions sont en débat. Y figurent le salaire minimum à 8,50 euros, l'égalité salariale hommes-femmes, et **une croissance durable** en Europe. C'est l'expression même de Mme Merkel pour indiquer que la croissance ne doit pas reposer sur un accroissement du déficit. **Fin novembre le SPD consultera ses 470 000 adhérents sur l'accord final.** Un cadeau empoisonné pour le Noël du peuple allemand ?

Libéralisme : « de la mobilité des facteurs de production... ».

Depuis octobre, une centaine d'intérimaires venus de Roumanie ont été embauchés sur l'abattoir Gad de Josselin (Morbihan) pour faire face à la charge de travail supplémentaire liée au transfert de l'activité de l'abattoir finistérien. **Une étape temporaire, selon la Cecab, qui devait prendre fin avec le reclassement prévu de 343 salariés à Josselin.** La situation ne manque pas de sel, alors que les salariés de Gad-Lampaul ont reçu par courrier des propositions de reclassement en Hongrie ou en Roumanie.

Chômage : loin de l'embellie

Après le bogue d'août, il fallait s'y attendre, le chômage connaît une nouvelle envolée en Loire-Atlantique. Depuis août le département compte 2234 inscrits de plus à Pôle emploi et ainsi, plus de 60000 chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire de demandeurs d'emploi n'ayant exercés aucune activité de temps partiel et cherchant un emploi.

En France ce sont 60000 demandeurs supplémentaires qui ont été comptabilisés, le pays compte désormais près de 3.300.000 chômeurs.

Pour autant François Hollande ne cesse de croire en l'inversion de la courbe du chômage au plus tard en décembre ! Illusion !

Il est au contraire, plus que temps de lancer une vraie politique de l'emploi et de relance industrielle, créer de l'emploi ne consiste nullement en une politique de compétitivité, il est temps d'arrêter le gâchis !!!



En Loire-Atlantique

3

L'industrie, une priorité



A l'heure où la crise bâtit son plein, les salariés de l'industrie, en France, et singulièrement dans notre département paient un lourd tribut : fermetures d'usines, accord de type ANI, licenciements (voir page 5)... En plus de 30 ans, plus de 2 millions d'emplois industriels ont été sacrifiés en France, en 20 ans, ce sont 26000 de ces emplois qui ont été détruits dans la région des Pays de la Loire. L'hécatombe a lieu en 2009 avec une perte annuelle de 11000 salariés dans la région.

Cet état de fait, ce désastre qui pèse sur les savoir-faire locaux, sur la vie des familles n'est pas seulement une conséquence de la crise mais aussi d'une politique délibérée de casse industrielle. Une casse encore accélérée par la crise financière. Cette casse, c'est le fruit de politiques de niche dont sont victimes les chantiers navals dans notre département (voir le vœu proposé par les communistes à la région en page 7), c'est la mise en concurrence des salariés au plan mondial, ce sont les emplois précaires, ce sont les

politiques de compétitivité et de libéralisation, c'est le gâchis de la recherche, la rapacité des actionnaires. Et, ce n'est pas le coût du travail qui plombe notre industrie comme certains aiment à le faire entendre : 309 milliards d'intérêts sont distribués en frais bancaires et dividendes contre 145 milliards d'euros de cotisations patronales.

L'industrie en France et en Loire-Atlantique a de l'avenir, l'Etat doit porter une vraie ambition industrielle avec de grands projets structurant des filières. La mobilisation de crédits publics, réorienter les banques au service du développement et non de la finance, la prise de pouvoir majoritaire de l'Etat dans certaines entreprises, la modulation de la fiscalité en fonction des investissements et de critères sociaux et environnementaux sont autant de propositions à prendre en compte, de même que de nouveaux droits pour les salariés, l'interdiction des licenciements boursiers, ou encore la sécurisation des parcours professionnels.

Municipales

Saint-Nazaire

La gauche, une affaire à ne pas lâcher

C'est peu de dire que le peuple de gauche est déçu, colère, découragé.

C'est dans ce contexte difficile à gauche que se préparent les municipales à Paris, à Marseille... à Saint-Nazaire. Avec, dans notre ville, un éparpillement des forces de gauche : 3 listes aujourd'hui, peut-être 4 ou 5 demain.

« Existe-t-il 3, 4, 5 projets municipaux de gauche pour Saint-Nazaire si incompatibles entre eux qu'ils doivent être portés par des listes différentes ? Mettons carte sur table, parlons-nous. » ont proposé les communistes nazairiens à l'ensemble des forces de gauche.

80 personnes, ce mardi, à la Maison de Quartier de l'Immaculée malgré les vacances scolaires, l'orage... Toutes les forces de gauche invitées sont présentes, pas une ne manque à l'appel mais aussi des militants associatifs et syndicaux, des hommes, des femmes non encartés qui ont décidé que le rassemblement de la gauche, « c'est aussi leur affaire ». Des échanges courts, vifs sur le partenariat public privé de la cité sanitaire, la gratuité des transports, l'intervention « des experts de la rue » dans les prises de décisions... au cours de deux tables rondes interactives, portant sur les questions : **quels axes forts pour un projet municipal de gauche à construire avec celles et ceux qui travaillent et qui vivent dans notre ville ? Comment réellement favoriser, lors du prochain municipale, l'intervention des nazairiennes et des nazairiens à la mise en œuvre de cette politique, au contrôle des engagements pris ?**

Trois heures durant, des rapprochements se sont esquissés, des pistes ont été explorées sur la solidarité, la ville pour tous, la citoyenneté... Les lumières éteintes, dehors, alors que minuit n'allait pas tarder à sonner, des groupes continuaient à discuter. L'orage avait fini de gronder !

Yvon Renévot



Nantes

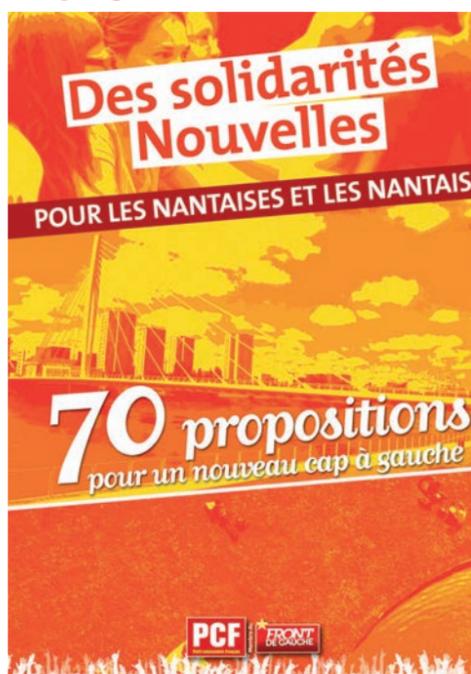
Pour un nouveau cap à gauche !

Depuis plusieurs mois, les communistes nantais ainsi que leurs chefs de file pour les municipales de 2014 sont partis à la rencontre des Nantaises et Nantais, dans les quartiers mais aussi en échangeant avec des dizaines de personnalités du monde politique, syndical et associatif. En juin, furent ainsi organisés plusieurs débats citoyens, ouverts à toutes les forces de gauche, sur le logement, les transports, la culture et le sport.

C'est à partir des exigences entendues et des espoirs exprimés qu'ont été retenues 70 propositions pour un nouveau cap à gauche pour les Nantaises et les Nantais. Voilà ce dont les communistes veulent débattre avec tous, avec l'ensemble des forces de gauche pour garantir une majorité solidaire, ambitieuse au service exclusif des intérêts populaires et de la satisfaction des besoins de chacun.

Articulé autour de 4 thématiques fortes ; « Nouvelles Solidarités », « Emploi », « La ville pour tous » et « le nouveau partage des richesses » ces propositions sont désormais versées au débat et enrichissement avec l'ambition de susciter les discussions et la mobilisation pour l'avenir de la commune.

Projet complet disponible à la section de Nantes et sur pcf44.fr



Commémorations de Châteaubriant

Le silence envahi la carrière quand les noms des 27 résistants, communistes, syndicalistes, fusillés à Châteaubriant sont énoncés. Malgré la pluie, près d'un millier de personnes assistent au dépôt de gerbes. Pas question d'oublier, pour tous, ces hommes tombés sous les balles des nazis sont autant le symbole de la résistance au nazisme que de la politique de progrès social qui sera mis en place à l'initiative du CNR. Ne pas oublier, résister, transmettre cet esprit et ces valeurs pour lesquels les 27 ont été fusillés, tels seront les propos d'Hubert Doucet, secrétaire général de l'amicale de Châteaubriant, comme de Thierry Le Paon, secrétaire général de la CGT.



A l'occasion de ce 72^{ème} anniversaire de la fusillade de Châteaubriant, NLA a rencontré Thierry Le Paon. Interview.

NLA : Qu'est ce que cela représente pour toi, d'être là aujourd'hui ?

Thierry Le Paon : Nous commémorons aujourd'hui des camarades qui sont tombés sous les balles nazies, qui ont été choisis et tués pour l'exemple, pour faire en sorte que la résistance ne puisse pas se développer dans ce pays. Et puis, être ici, c'est aussi commémorer tous ceux qui quelques années après ont participé à la création du CNR, avec toutes les avancées sociales que cela a pu apporter à notre peuple. On voit d'ailleurs aujourd'hui comment le patronat est encore en train de faire en sorte que les acquis du CNR ne soient pour eux qu'un mauvais souvenir.

NLA : Quel message entends-tu passer lors de ces commémorations, notamment vers les jeunes générations ?

TLP : L'important est de transmettre nos savoirs de génération en génération. **Des générations comme la notre, doivent faire en sorte, comme ceux qui nous ont précédés, de transmettre cet esprit de résistance, de nourrir les imaginations qui sont nécessaires pour construire un monde meilleur.**

NLA : Quelles sont les batailles à venir pour la CGT ?

TLP : Nous lançons une grande campagne sur la question du coût du capital en opposition à celle que le patronat mène sur le coût du travail. Evidemment nous sommes aussi sur les questions ayant trait au droit à la retraite. Les mesures telles qu'elles sont débattues par les parlementaires ne sont pas de nature à rassurer les salariés elles sont même contraire aux engagements pris par les candidats de la gauche au moment des présidentielles.

Et toujours la fraude fiscale !



public a atteint 98,2 milliards d'euros en 2012.

Un rapport parlementaire sur l'évasion fiscale rendu public le 24 octobre dresse un constat sur les responsabilités d'un certain circuit économique qui permet, grâce à un certain nombre de montages financiers, cette évasion. Le triptyque banques, multinationales et évasion fiscale est ainsi pointé.

Pourquoi continuer à faire peser la pression fiscale sur les ménages, alors que 60 à 80 milliards d'euros échappent à l'Etat ? Rappelons que notre déficit

Lobbying scandaleux

Les clubs de foot professionnels annoncent une grève fin novembre. En guise de première intervention sur le sport depuis le début de sa mandature et en réponse à ce chantage injustifié, le Pt de la République a décidé de recevoir les patrons de clubs de foot. **Face à cette double provocation, le malaise est profond dans le mouvement sportif.** Engageons une opération vérité sur la nature de l'argent privé qui circule pour découvrir d'où viennent ces sommes colossales et qui peut mettre tant d'argent dans les transferts et les salaires des joueurs. Un club sportif ne devrait plus être géré comme une entreprise, mais comme un organisme relevant d'une mission de service public et répondant à des critères de gestion d'efficacité sociale.



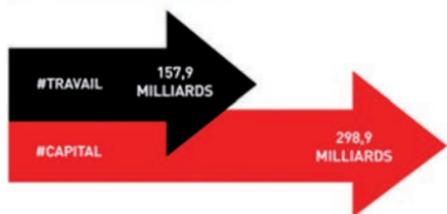
Dans une logique d'austérité budgétaire ! 4

D'autres marges de manœuvre existent.

Si on continue comme aujourd'hui, la gauche et le pays iront encore plus mal demain. D'autres choix sont possibles. Le contenu des amendements des députés communistes membres du Front de gauche le montre : renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu ; durcir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en rétablissant l'assiette et le taux antérieurs à 2007 ; taxer plus le capital, notamment via une imposition additionnelle des indemnités de départ des dirigeants d'entreprises ; obtenir "le dégel et la refonte totale du barème avec des tranches supplémentaires allant jusqu'à 70%" concernant l'impôt sur le revenu ; maintenir un amendement pour intégrer les œuvres d'art dans le calcul de l'ISF, avec une forme de modulation en fonction de l'usage des œuvres d'art.

PART DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



● CHARGES FINANCIÈRES - DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
● COTISATIONS SOCIALES - COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

Une cible : le coût du capital

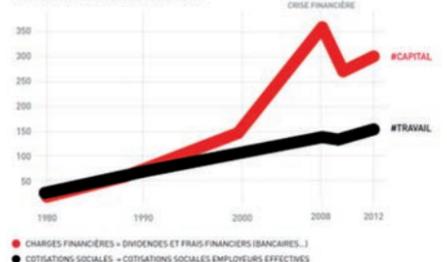
En effet, le gouvernement ne regarde que le coût du travail et jamais le coût de la rente. Pourtant, ces trente dernières années, c'est bien le poids exorbitant des prélèvements en dividendes et en intérêts bancaires qui ont plombé nos entreprises.

Voilà le grand tabou qu'il s'agit de lever : le coût exorbitant du capital, occulté par la propagande sur le « coût du travail ». Et c'est à l'aune de ce phénomène que le budget 2014 doit être regardé : toutes les mesures d'exonérations fiscales et sociales consenties au patronat, sans contrepartie, n'ont jusqu'ici servi qu'à accompagner, et encourager cette financiarisation de l'économie, à servir davantage les intérêts financiers que l'on nous dit par ailleurs vouloir combattre.

Un seul exemple, spectaculaire, pointé récemment par la Cour des comptes : les entreprises ont reçu 19 milliards d'euros au titre du crédit d'impôt recherche, mais elles n'en ont utilisé que 9 milliards pour leur activité de recherche...

ÉVOLUTION DES COTISATIONS SOCIALES ET CHARGES FINANCIÈRES

POUR LES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES



● CHARGES FINANCIÈRES - DIVIDENDES ET FRAIS FINANCIERS (BANCAIRES...)
● COTISATIONS SOCIALES - COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS EFFECTIVES

Budget 2014 : la note va être salée pour les catégories populaires et les couches moyennes.

Côté dépenses

C'est un budget de régression sociale.

Le volet des dépenses, et donc des économies, sera débattu par les Députés durant la première quinzaine de novembre, avant que l'ensemble du texte ne soit soumis au Sénat à partir du 21 novembre. Ces économies, souligne B. Cazeneuve, représenteront 15 des 18 milliards d'euros nécessaires pour ramener en 2014 le déficit public à 3,6% du PIB. Ainsi, le gouvernement a l'œil rivé sur les 3% de déficit budgétaire dans la lignée des politiques européennes avec pour conséquence la déprime

des dépenses publiques et sociales utiles, et au bout du compte, le risque d'une nouvelle explosion du chômage. Il s'engage à économiser 15 milliards d'euros pour la dépense publique dont 9 milliards réalisés sur l'État, ses opérateurs et les collectivités territoriales. Les 6 milliards restant seront supprimés du budget de la protection sociale notamment sur les dépenses de fonctionnement et d'assurance maladie. Cela va se traduire sur les dépenses de fonctionnement de l'État avec une masse salariale stabilisée et une baisse nette des effectifs de la fonction publique. Les dépenses sociales de l'État seront aussi touchées comme par exemple l'aide personnalisée

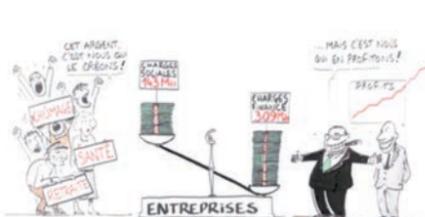


au logement qui ne sera pas revalorisée. L'autre grand ensemble est la baisse des concours aux collectivités territoriales qui, après une croissance zéro en 2013, seraient diminués en valeur de 1,5 Mds € en 2014.

Côté recettes

Le budget 2014 taxe les ménages et assiste les riches

Alors que le pouvoir d'achat stagne, les familles vont subir cette année encore un véritable matraquage fiscal. Le gouvernement maintient le gel fiscal décidé sous Sarkozy contre lequel toute la gauche s'était mobilisée. Résultat : 16,5 millions de foyers paient l'impôt sur le revenu en 2013 ; 2,65 millions de foyers devenus imposables en 2013 et qui ne l'étaient pas en 2012 ; 44% des foyers fiscaux ont vu leur impôt sur le revenu augmenter en 2013.



les produits de première nécessité, contrairement à la promesse de la baisse à 5%.

Quant à aux entreprises, elles auront reçu cette année 55 milliards d'aides publiques. Soit 20 milliards au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, 5 milliards au titre du Crédit Impôt Recherche et 30 milliards au titre des exonérations de cotisations sociales, que l'État réinjecte dans les comptes de la sécurité sociale en puisant dans ses recettes propres. Un dispositif fiscal accordé sans aucune contrepartie en matière de création d'emplois, d'investissement dans la recherche, ou encore de salaires, et dont les objectifs se résument à faire baisser le « coût du travail » et à augmenter les taux de marge des entreprises. Et au budget 2014, aucun impôt supplémentaire n'est prévu pour les entreprises.

Créer de nouvelles taxes ou augmenter celles qui existent déjà !

Lors de l'examen du budget de la Sécurité sociale, les députés ont approuvé la hausse des prélèvements sociaux sur certains produits d'épargne, comme l'assurance-vie, le PEA ou le PEL. Sont prévues 4,5 milliards de recettes nouvelles, pour une part liées à la réforme des retraites, comme la hausse de 0,15% des cotisations retraite, afin de ramener le déficit de la Sécurité sociale sous les 13 milliards d'euros, soit 3% du budget de la Sécu.

Volet recette du projet de loi de finance : Nicolas Sansu s'explique

Le 22 octobre dernier le groupe des députés communistes (GDR) votait contre le volet recette du PLF, explications de Nicolas Sansu.

"[...] Les dogmes austéritaires européens font des ravages qui ne sont plus supportables, que ce soit au Portugal, en Italie, en Grèce, à Chypre ou dans notre pays. En France s'exprime ce qu'un grand quotidien a dénommé « une forme de résignation rageuse ». [...] Ce qu'attendent nos concitoyens, c'est un Gouvernement tenant tête aux marchés financiers qui pillent la richesse créée et détruisent des emplois. [...] Il s'agit de combattre la rente pour favoriser le travail, de relancer la consommation, d'augmenter les salaires et les pensions pour remettre l'économie sur pied. Or, ce projet de loi de finances pour 2014, cède au prêt-à-penser libéral : beaucoup d'efforts pour les ménages, beaucoup d'égards pour les grandes entreprises. La mise en place du crédit d'impôt compétitivité-emploi avec, à terme, la diminution de 20 milliards d'euros du produit de l'impôt sur les sociétés, sans contrepartie ni distinction selon la taille des entreprises, est un contresens, et ce d'autant plus qu'il est financé par une hausse de la TVA et par une diminution des services rendus à la population par l'État et les collectivités locales. [...] Cette loi de finances est une occasion manquée. [...] Nous avons la capacité et le devoir de tracer un nouveau chemin en Europe pour relever le défi de la lutte contre le pouvoir financier, engager la transition énergétique et redonner l'espoir aux peuples. [...]. C'est pourquoi nous portons l'exigence d'une vraie révolution fiscale pour redresser nos comptes publics, relancer l'investissement et réhabiliter l'impôt, qui doit redevenir un instrument juste et efficace de réduction des inégalités et de réponse aux besoins sociaux. Tout au long des débats, les députés du Front de gauche auront fait des propositions précises pour rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, diminuer la contribution des ménages modestes, augmenter l'impôt sur la fortune, baisser le taux de TVA, qui pèse sur la consommation et la croissance, moduler l'imposition des entreprises en fonction de leur taille et de l'utilisation qu'elles font de leurs bénéfices. [...] L'essentiel est aujourd'hui de libérer nos concitoyens et nos entreprises des conséquences de la dérégulation financière et de redonner toute leur force aux principes d'égalité, de justice et de solidarité qui forment le ciment du pacte républicain."

Le ridicule ne tue pas.

Dans sa diatribe anti aéroport à NDDL sur FR3 vendredi dernier, le représentant de l'Acipa s'en est pris à plusieurs reprises à « Monsieur Vinci ». Cet intervenant, très friand d'études et de science (combien veut-il encore faire payer d'études au contribuable ?) affichant un âge certain n'est sans doute pas sans ignorer que « Monsieur Vinci » n'existe pas. C'est en 2000, que le groupe CGE décida, sur proposition d'une agence publicitaire de se rebaptiser Vinci, son Dircom expliquant « Leonard de Vinci nous semblait approprié, par les valeurs humanistes qu'il véhicule et ses multiples facettes. De plus, l'idée de Renaissance n'était pas pour nous déplaire. »

Notre ami le Roi...

Une quinzaine de Saoudiennes ont reçu des contraventions pour avoir pris le volant dans le cadre d'une campagne visant à obtenir le droit pour les femmes de conduire. En outre, chaque femme et son tuteur mâle (père, frère, mari...) ont dû « signer un engagement à respecter les règles en vigueur dans le royaume ». L'Arabie saoudite, royaume ultra-conservateur régi par une stricte application de la loi islamique, est le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire.



Le social au cœur

5

Alcatel a un avenir !

Le plan Shift, 6^{ème} « restructuration » en 7 ans depuis la fusion Alcatel-Lucent continue à mobiliser, alors que la Direction voudrait conclure sous 4 à 6 mois ! C'est dire l'importance de l'action menée en ce moment. En France, les 900 suppressions d'emplois et 900 postes externalisés (sur 8300) s'ajouteraient à 844 licenciements déjà en cours.

Pourtant le malade n'est pas si exsangue que cela. Dans un contexte international terrible de dumping et de concurrence chinoise, de libéralisations sans garde-fous, de politiques d'austérité qui asphyxient l'économie, d'erreurs stratégiques manifestes des Directions successives (non convergence 3G/4G etc.), les salariés parviennent à maintenir des résultats opérationnels positifs. Comme mentionné dans le rapport du cabinet Syndex, ce sont avant tout **les frais de restructuration des plans précédents, les remboursements de dette à Goldman Sachs, et 8% de taux d'intérêts, et les dépréciations d'actifs qui plombent les comptes** ! Et la Direction refuse toujours de prendre en compte les multiples propositions des salariés, comme rendre sa place à la technique, se redonner les moyens de faire des offres cohérentes aux clients, etc... Elle ne donne pas d'objectifs de chiffre

d'affaire pour les activités sur lesquelles le groupe se recentre (LTE, Small Cells, IP), pas de volet croissance, pas d'analyse des effets des plans précédents, et démontre un mépris total des salariés placés comme variable d'ajustement.

Les revendications syndicales décrivent la portée des mobilisations actuelles : **refinancer la dette**, en partie par une intervention publique, développer de nouvelles activités (stratégic industries, domotique...) via des coopérations, adapter les politiques publiques pour notamment, des contreparties plus nettes au Crédit d'Impôts Recherche, réorganiser le travail avec les salariés comme partie prenante... **Comme le dit la CGT, les salariés n'ont rien à perdre à se syndiquer et mobiliser, mais tout à gagner !**

L'appel a été entendu, avec le 15 octobre, un millier de manifestants à Paris, puis le **22 octobre à Nantes, 800 salariés en manifestation, soutenus par des dizaines d'élus locaux**. Bien sûr, des élus communistes mais pas seulement. Des vœux défendant le maintien du site d'Orvault et son avenir ont été proposés par les majorités de Gauche et adoptés à l'unanimité, comme à Nantes Métropole ou au Conseil Régional des Pays de la Loire. 3 jours plus tard, le 25 octobre, les salariés d'Alcatel se sont à nouveau mobilisés à l'appel de la CFDT, CFE-CGC et CGT, avec plusieurs sites bloqués en France, et une **forte participation à la grève à Orvault**.

Pour le groupe Alcatel, il est temps de négocier, et revoir sa stratégie ! Pour le gouvernement du « redressement productif », il est temps de répondre à la demande des Communistes par la voix d'Aymeric Seassau : se donner les moyens d'un moratoire suspensif immédiat des licenciements ! Avancer sur un pôle public bancaire permettant de libérer les entreprises des Goldman Sachs et consorts, et donner aux salariés de nouveaux droits d'intervention dans les choix stratégiques



Action payante au Port de Nantes

A nouveau, il a fallu que les salariés rappellent ses engagements à la Direction. Celle-ci a voulu revenir sur sa parole d'avant l'été, de maintenir l'emploi. Depuis, sous prétexte de situation économique « dégradée », la direction du port avait décidé de ne pas renouveler trois postes d'agents partant à la retraite. La CGT a appelé dans la foulée à une grève de 72 heures, du 18 au 21 octobre.

A l'issue de l'assemblée générale du vendredi matin, **100 % des effectifs étaient grévistes**. Et à la sortie de l'assemblée générale, les grévistes ont accompagné leurs délégués syndicaux jusqu'aux bureaux de la direction du Port. Ce week-end fut intense en négociation, ce d'autant que le Vladivostok, porte-hélicoptères russe en construction à Saint-Nazaire, attendait pour être transféré jusqu'au port, opération impossible sans les portuaires.

Lundi 21 à midi, les salariés ont repris le travail, après avoir **obtenu le renouvellement des trois CDI demandés**, et des discussions sur l'organisation s'ouvriront le mois prochain.



ABRFI : Besoin de commandes



Placé en redressement judiciaire, et au terme d'une procédure judiciaire de quatorze mois, ABRF a échappé, le 25 septembre, à la liquidation. Le tribunal a accepté le plan de continuation du PDG, Eric Vinassac, qui prévoit 54 suppressions de poste sur 136. La SNCF a promis d'embaucher les licenciés. **Mais ce que tous attendent de la SNCF, c'est des commandes !** Car le devenir de l'entreprise et ses emplois dépendent directement du renouvellement du parc ferroviaire hexagonal. Aussi, l'UD FO hurle à qui veut entendre : « Il faut 150 wagons aux ABRF ! Qu'attend Jean-Marc Ayrault pour appeler Guillaume Pépy ? Si rien ne se passe, l'entreprise sera vraiment en péril ». Les salariés ont occupé le site. Le travail a repris jeudi 24 octobre 2013, l'arrivée de bons de commandes laissant entrevoir deux semaines de travail pour 67 ouvriers. Mais le patron expose son désarroi : « Je ne comprends pas pourquoi le dossier ABRF bloque. Le fret est en crise, le secteur automobile est en crise, la maintenance est en crise... Le problème, c'est qu'il n'y a pas de stratégie industrielle dans ce secteur ». Dans un communiqué de presse, le président du Département demande au Premier ministre que l'Etat intervienne pour que la SNCF honore ses commandes auprès de ce fleuron de l'industrie castelbriantaise, qui pourrait être placé en liquidation judiciaire le 28 octobre prochain.

Fleuron industriel de Châteaubriant, ABRF est spécialiste européen de la construction, de la transformation et de la maintenance de

En bref

Arcelor Basse Indre

Malgré l'abandon de FO, qui préfère garder ses forces et négocier l'accompagnement, Cgt et Cfdt continuent la lutte pour l'avenir du site de Basse Indre. Ils s'apprentent à accueillir le 5 novembre leur PDG, et leur député M. Fougerat (dans le cadre de leur commission de suivi de l'accord) pour exiger des garanties, et se déclarent prêts à recourir à la grève. Parallèlement, et dans le cadre de l'action menée par les communistes et les élus locaux, Alain Bocquet, député communiste, vient le 26 novembre à Basse Indre, en tant que rapporteur de l'enquête parlementaire sur la sidérurgie.

Stop à la discrimination syndicale !

A Roanne, la justice s'acharne sur 5 militants Cgt pour « dégradation d'un bien par inscription » lors du conflit des retraites en 2010. Arrêtés le 23 mai dernier pour refus de prélèvements ADN, ils ont besoin de solidarité. L'UD CGT 44 leur a adressé une motion de soutien, et appelle à un rassemblement le 5 novembre à 10h00 devant La Préfecture à Nantes (même jour qu'à Roanne). Signez la pétition : <http://www.cgt.fr/Pour-les-libertes-d-actions-et-d.html>

Symbolique d'une candidature

... Et pas candidature « symbolique » : celle d'Alexis Tsipras, président de Syriza, à la présidence de la Commission Européenne. C'est la première fois que le Parlement Européen se voit accorder le pouvoir d'approuver ou rejeter la candidature du prochain Président de la Commission. La candidature du Grec Tsipras devient symbole de la résistance de toute une société à l'austérité, et de la nécessité de matérialiser le consensus populaire pour le rétablissement des valeurs démocratiques, sociales et écologiques en Europe.



Barbie, poupée multirécidiviste

Mattel doit 6 à 8 millions d'euros aux "petites mains" qui fabriquent ses jouets en Chine. Jusqu'à 13 heures de travail par jour, sept jours sur sept, des dortoirs surpeuplés, des produits toxiques manipulés sans protection... rapport accablant pour le numéro un mondial du jouet ! A l'approche de Noël, exigez que Mattel améliore enfin ses pratiques. Lettre à M. Stockton, PDG de Mattel : <http://appels-urgents.peuples-solidaires.org/appel-urgent/mattel-multirecidiviste>

Cinéma : Le Hublot d'or à Patrice Leconte à la 8^e édition du festival du Croisic.

Ce festival récompense la meilleure adaptation littéraire sur grand écran, d'où le titre « De la page à l'image ».

Huit films étaient en compétition. Commencé avec les frères Larriou dans leur adaptation du livre Incidences de Philippe Djian, le festival s'est terminé avec Patrice Leconte réalisateur d'« Une promesse, inspiré du livre de Stephan Zweig *Le voyage dans le passé* (sortie nationale prévue en mars prochain). Les spectateurs qui avaient lu le livre se sont empressés de lui demander « pourquoi il avait choisi de modifier la fin pour en faire un happy-end, alors que le livre se termine mal ? ». A la question est-ce que le désir amoureux résiste au temps, Zweig donne une réponse totalement désenchantée, les personnages deviennent des étrangers. « C'était au-dessus de mes forces... une fin comme dans le bouquin, c'était une salle entière qui se jetait dans le port ! A 65 ans, la maturité m'a au moins apporté ça, cette envie d'être positif ». Salué par une salle enthousiaste, le film a raflé les trois prix, **Hublot d'or, prix jeune public et le prix du public**. Bonne pêche !



Culture, idées

6

Expo : Mémoires Tziganes Moisdon-la-Rivière

Le site de l'ancien camp de la Forge, accueille une exposition(*) qui sort de l'oubli l'internement des Tziganes pendant la seconde guerre mondiale.

Réalisée à partir de rares photos retrouvées et de dessins, faits par des lycéens des environs ainsi que des enfants « voyageurs », l'exposition est constituée de 16 panneaux qui retracent l'histoire du camp à travers un parcours mémoriel. **Plus de 200 tziganes, hommes, femmes et enfants, ont été internés dans ce lieu révélateur de la répression qu'a subie cette communauté durant l'occupation.**

Ils succédaient à plusieurs centaines de républicains espagnols renvoyés dans l'Espagne de Franco. Puis à partir de 1940 ce fut le tour des « nomades, forains, romanichels, bohémiens, tziganes ou roms », selon les appellations multiples données par les administrations françaises et allemandes.

L'endroit, encaissé et inondable fut jugé tellement insalubre qu'il finit par être fermé en 1942.

« Des enfants sont morts à cause des conditions de vie là-bas, on ne sait pas combien parce qu'on ne retrouve pas grand-chose... Mais on sait aussi qu'il y eu de la solidarité locale, des gens qui portaient de la nourriture au camp... Aujourd'hui un anti-tziganisme fort, contre les gens du voyage, comme contre les roms, s'installe en Europe. Les familles ont peur, elles le disent ». (Christophe Sauvé. Président national des gens du voyages).



Après sa fermeture en 1942, les prisonniers furent transférés pour beaucoup dans le plus important de la trentaine de camp d'internement de tziganes de France, à Montreuil-Bellay, dans le Maine-et-Loire. **Au total, selon les historiens, de 6000 à 6500 tziganes français furent internés jusqu'en 1946, bien après la libération.**

(*) Destinée à demeurer sur le site du camp. www.campdelaforge.moisdon.fr



Insigne nazi imposé aux tziganes dans les camps

DICTIONNAIRE DE NANTES : Un événement et un monument

D'abord parce qu'il s'agit du premier livre de ce genre, et du seul actuellement, à être consacré à une ville. Ses auteurs sont ainsi des précurseurs. C'est aussi un monument de 1 120 pages dont la gestation a pris plus de dix ans, la réalisation trois ans, soit 20 000 heures de travail.

Alain Croix, à l'origine du projet, en a assuré la direction, pilotant un conseil scientifique composé de huit spécialistes aux compétences complémentaires.

Un soin particulier a été consacré à l'écriture, confiée aux meilleurs connaisseurs des sujets traités, dont le travail a bénéficié de vingt-deux relectures et à la réalisation graphique, par le choix d'une iconographie exceptionnelle constituée de pas moins de 1 143 illustrations, dont certaines très rares. L'objectif de l'éditeur était que ce livre soit "le plus beau possible". Il est atteint grâce au talent du maquetiste Benoît Fleurance, au savoir-faire des imprimeurs - qui ont dû revêtir des gants de satin - et à la qualité du papier.

Ce dictionnaire est accessible à tous les publics grâce à une gamme très large d'outils : les 712 articles de synthèse et articles documentaires, une bibliographie de 1 646 références, des corrélatifs permettant de naviguer d'une référence à l'autre, un index de 8 800 mots, l'illustration et ses légendes souvent développées.

L'histoire est évidemment présente mais le plus souvent associée à des approches patrimoniale, géographique, sociologique, artistique etc. toutes les disciplines étant convoquées.

Le lecteur y découvrira des articles consacrés au cadre naturel, à la Loire, aux rivières, à l'eau, aux paysages. L'expansion urbaine, la banlieue, l'urbanisme, le logement et les transports - des roquios au tramway - sont largement traités, les



quartiers faisant l'objet d'articles spécifiques. L'économie, le port et le commerce maritime, l'industrie, les nouvelles technologies, l'aéroport font l'objet de synthèses. Les relations internationales ne sont pas oubliées: relations de Nantes avec les Antilles, avec la Chine etc.

La population, son évolution démographique, sa sociologie, riches et pauvres, ouvriers et patrons,

femmes et Nantais venus d'ailleurs sont étudiées. Le syndicalisme, les luttes sociales, les grèves et manifestations, mais aussi la Bourse du Travail, les coopératives y trouvent leur place. La vie politique est également abordée, non seulement à travers les institutions mais également les articles dédiés au communisme et au socialisme. La vie culturelle n'est pas seulement traitée par le biais des institutions culturelles, ou les événements tels que La Folle Journée mais aussi à travers des articles sur la boule nantaise, les cafés populaires, les jardins familiaux ou la gastronomie. Les sports sont évidemment présents.

Quelques notices biographiques évoquent les personnalités les plus marquantes, mais les auteurs ont fait le choix d'inclure les noms propres dans les articles thématiques. On y rencontrera ainsi François Billoux, Charles Tillon, Marcel Cachin, Jean Bruhat ou Marcel Paul et bien sûr Maurice Thorez, dont l'appel au Front populaire est cité.

Ce dictionnaire est un outil indispensable. Il tombe à pic: la période des cadeaux approche.

Dictionnaire de Nantes.

Presses Universitaires de Rennes, 45 €

Loïc Le Gac

4^e UTOPIALES 2013 : des autres mondes...

Du jeudi 31 octobre au dimanche 3 novembre se tiendra à la cité des congrès de Nantes, la 14^{ème} édition du plus grand festival international de science-fiction.

« Le temps est venu pour la SF de se tourner à nouveau vers **les possibilités du futur proche** et d'envisager, sous couvert d'imaginaire, tous **les autres mondes qui nous attendent**, que ce soit sur la Terre ou au fond de l'espace », déclare le président de cette nouvelle édition, l'astrophysicien Roland Lehoucq.

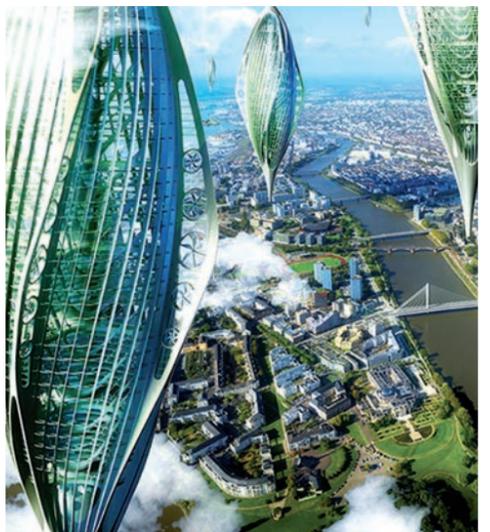
« La SF, c'est une expérience de pensée qui permet d'avancer en même temps que la révolution scientifique ». Le programme est construit autour de quatre axes fondateurs sur le thème **des Autres mondes**. **1. les Utopies vertes** où comment voir la terre autrement. **2. les aventures lointaines** à la découverte de systèmes exo-solaires. **3. les citoyens du futur** : êtes-vous prêts à renoncer à votre confort actuel

pour éviter de spolier les générations futures ?

Comme quoi, on croit jouer avec son imagination et sa créativité... et elles nous renvoient sournoisement les thèmes de l'idéologie dominante d'une société en crise. Ce thème, pas anodin ni innocent, va faire le bonheur de Michel Serres, philosophe, historien des sciences et homme de lettres (NLA n°945) qui viendra à la table ronde du dimanche matin évoquer le **4^{ème} thème, la question de l'influence des nouvelles technologies.**

Les Utopiales, c'est aussi de la bande dessinée, des projections quotidiennes de films, des expositions, des jeux vidéos, de cartes ou de rôles... avec la présence de nombreux auteurs en dédicace: Pierre Bordage, Sara Döke, Orson Scott Card, Max Brooks ou encore Ian Mc Donald...

www.utopiales.org ou 02.51.88.20.00



NANTES UTOPIALES
DU 30 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2013 / LA CITE, LE CENTRE DES CONGRES DE NANTES
DU 24 SEPTEMBRE AU 1ER DECEMBRE / LE LIEU UNIQUE
- SIMONE ET LUCIEN KROLL, UNE ARCHITECTURE HABITEE -

Les investissements des collectivités menacés en 2013 (+1.7%). C'est par la hausse de l'autofinancement (39,3 milliards, + 9,5 %) que les collectivités ont maintenu des hausses d'investissement de 1,7 % à 53,9 milliards. Une augmentation qui masque des différences importantes selon les échelons avec une 4e année de baisse consécutive pour les départements (- 2,5 %), une légère inflexion des régions (- 0,4 %) et une meilleure santé du côté du bloc communal (+ 2,9 % pour les communes et + 4,2 % pour les communautés).

« Les collectivités locales françaises ont créé, le 22 octobre 2013, leur agence de financement. L'agence France locale (AFL) permettra d'ouvrir à tout type de collectivités les voies de l'obligataire, jusqu'à présent limitées aux plus grandes d'entre elles ». Ce nouveau type d'outil de financement pour nos collectivités sur les marchés financiers et auprès des banques pose questions, et inquiète alors que les dotations sont en constante baisse ces dernières années. Le financement des collectivités, un nouveau marché ?

Au cœur des collectivités

Loire et Sillon : le barème de la redevance incitative a été retoqué

Par Jean-Yves Martin - Délégué Communautaire CC Loire et Sillon -

En Loire Atlantique des collectivités ont adopté la redevance incitative (RI) pour les ordures ménagères. Si le Grenelle 1 en a fixé le principe, ses modalités suscitent des interrogations. Trois questions à J-Y Martin, adjoint au maire de la Chapelle-Launay, conseiller communautaire de Loire et Sillon.

Qu'est-ce que la "redevance incitative" ?

Elle vise à appliquer à l'usager le principe "pollueur payeur", en intégrant le volume des déchets qu'il produit dans sa facture. On abandonne alors la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères), établie sur la valeur locative des habitations, même si payée avec la taxe foncière. Certes la Loi de 2009 de Grenelle 1 précise que « la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) devront intégrer, dans un délai de cinq ans, une part variable incitative », mais n'exige pas le passage accéléré et intégral à la RI. Ayant fait ce choix, la commission communautaire et le vice président de Loire et Sillon sont restés sourds aux réticences qui se sont exprimées dès les réunions publiques initiales. Ils reculent l'envoi des "factures à blanc" promises.

Que s'est-il passé en Loire et Sillon ?

On y a fait preuve d'un zèle précipité - dans un large consensus rose-bleu-Verts - ajoutant à l'abonnement au service (120 à 150€/an selon le bac, entre 80 et 360 l.), la facturation "à la levée" (de 1,66 à 2,29€ chaque) - censée limiter les présentations du bac au passage de la benne ; les entrées en déchetteries (4€, au-delà des 12 prévues) ; et les "sacs prépayés" (9€ les dix !) déposés hors d'une poubelle trop petite. Le vote du 9 octobre contre le barème de 2014 est de défiance. Les habitants ont, eux, le sentiment d'avoir déjà fait beaucoup pour trier et réduire leurs déchets, chiffres à l'appui. Avec la RI, ils craignent, à raison, d'avoir à payer plus pour un service moins

bon. Car elle rend illusoire tout espoir de diminution.

L'idée même «redevance incitative» ne pose-t-elle pas problème ?

Passer à la RI intégrale revient à faire porter une part plus importante du coût sur les particuliers, supprimant les exonérations des foyers les plus modestes. C'est aussi une question sociale. On perd de vue toute idée de service public financé par l'impôt. Elle complexifie la collecte et augmente les coûts réels de gestion et d'investissements. Une aubaine pour le "capitalisme vert" à l'affût. Les retours d'expériences ne plaident ni pour la pertinence, ni pour l'efficacité à la RI. La réduction des déchets peut être poursuivie par d'autres moyens plus simples et moins coûteux, visant leur réduction à la source. D'ailleurs certaines collectivités, échaudées par des "révoltes des poubelles" partout en France, font machine arrière et reviennent à une TEOM aménagée. Sous couvert du principe "pollueur-payeur" la RI est dans une logique de coercition plus que d'incitation, à travers l'individualisation et la marchandisation. Elle écarte la valeur d'usage social, au profit de la valeur d'échange néolibérale.



Pour une industrie navale forte ! Région

Sur proposition du groupe communiste, le conseil régional des pays de la Loire a adopté un voeu sur la Navale, présenté par Véronique Mahé. Celui-ci a été adopté à l'unanimité. C'est une étape importante pour élargir la mobilisation pour gagner les 4 Ferries SNCM et assurer l'avenir industriel des chantiers nazairiens si l'actionnaire coréen confirmait sa volonté de mettre en vente ses parts de capital.



Alors que plusieurs médias indiquent la volonté de la banque publique sud-coréenne Korea Development Bank (KDB) de vendre STX Europe, la Région des Pays de la Loire a voulu par ce voeu ne pas rester spectatrice. Elle n'accepte pas de laisser le dernier chantier naval français subir à nouveau une opération capitaliste contraire aux intérêts des salariés, des populations, de l'économie française et régionale. L'avenir des chantiers passe par une volonté réelle de décrocher des commandes diversifiées.

La Région « exige des comptes de la part des actionnaires de STX sur les centaines de milliers d'euros d'argent public investis pour soutenir la filière navale, et demande à l'Etat de tout mettre en œuvre pour permettre la construction des 4 ferries dont la SNCM a besoin, à Saint Nazaire ». Enfin la collectivité « Sollicite l'Etat actionnaire à 33%, pour éclaircir la situation et utiliser tous les leviers en son pouvoir, jusqu'à envisager une hausse de sa participation momentanée, afin d'apporter une solution viable à l'entreprise et ses salariés, et pour soutenir une stratégie industrielle forte, notamment en lien avec les grands industriels français intéressés aux enjeux des industries navales. »

Le projet de redécoupage cantonal du département dévoilé.

En 2015, les électeurs d'un même canton éliront un homme et une femme pour les représenter au conseil départemental, appelé à remplacer l'actuel conseil général. Cela fera deux conseillers par canton. Le nombre de cantons sera par ailleurs divisé par deux (précisément de 48%), ce qui suppose un redécoupage de la carte cantonale, qui date de 1801. La Loire-Atlantique en comptait 59. Demain, il n'y aura plus que 31 cantons.



Le ministère de l'Intérieur a donc redécoupé le département. Sur des bases démographiques, dit la loi, afin de corriger les inégalités démographiques entre cantons (pouvant aller de 1 à 20 par exemple dans notre département). Demain, les nouveaux cantons se caleront sur une moyenne départementale de 41 000 habitants, l'écart pouvant être de 20 % par rapport à cette moyenne.

Ce redécoupage cantonal pose bien évidemment de nombreuses questions, quant à la représentation des zones rurales au sein du nouveau « conseil départemental » et sur les équilibres internes aux départements entre campagne et aires urbaines. Les élus communistes à travers leur association ont dans ce cadre rencontré récemment le préfet pour leur faire part de leur réflexion, ayant à cœur de préserver la proximité entre élu et population notamment.

Près de vous

Manœuvres politiciennes contre les usagers et l'emploi !

Réuni en séance plénière vendredi 18 octobre dernier, le Conseil régional des Pays de la Loire avait à son ordre du jour un important rapport portant sur 240,5 Millions d'€ d'Autorisation de Programme pour permettre à la Région d'acquiescer 22 trains nécessaires aux dessertes périurbaines au nord de l'agglomération et pouvant inclure la desserte du futur aéroport.

Dans un communiqué récent les élus communistes régionaux déclarent « qu'à cette occasion droite et écologistes ont uni leurs votes, dégageant ainsi une majorité de rejet pour l'achat des 9 tram-train. Force est de constater que la droite régionale, qui n'a voté aucun des deux rapports en session alors qu'elle l'avait fait dans les commissions Transports et Finances, a orchestré une opération politicienne contraire aux intérêts de la population.

Quant aux élu-e-s écologistes, contraints par une logique « décroissante » et systématiquement opposé à tout ce qui touche au futur aéroport, leurs votes tournent à la caricature puisqu'ils pénalisent 85% des passagers attendus par jour dans les 9 tram/train, voyageurs qui utiliseront ce transport collectif pour leurs déplacements péri-urbain et non pour se rendre à l'aéroport. Forts de l'utilité des politiques publiques conduites en matière de transport public en Région des Pays de la Loire, les élu-e-s communistes ne laisseront pas les ligériennes et ligériens pris en otages pour servir de sombres calculs politiques. Ils poursuivront leurs efforts pour que les investissements prévus soient réalisés. »

Financement de la sécurité sociale : «le gouvernement cherche à réduire à tout prix le déficit budgétaire sur le dos de nos concitoyens»

Le 22 octobre, Jacqueline Fraysse députée du groupe Front de gauche est intervenue sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.



Pour la députée, «avec ce PLFSS, le Gouvernement était confronté à un choix : revenir sur les reculs imposés depuis dix ans par la droite en développant une politique audacieuse de justice fiscale et de progrès social en direction de nos concitoyens permettant d'améliorer l'accès aux soins, la prévention et la santé des salariés ainsi que les prestations familiales ; ou bien poursuivre sur la voie ultralibérale, répondant ainsi aux injonctions de la Commission européenne, en cherchant à réduire à tout prix le déficit budgétaire sur le dos de nos concitoyens sans commencer à mieux répartir la richesse nationale entre les salariés et les prélèvements sur les entreprises.

C'est hélas ce choix que vous avez fait, un choix dans lequel, sincèrement, nous ne nous retrouvons pas».

Ouvrons-là

Un véritable statut professionnel pour les diplômés !



Le statut d'auto-entrepreneur sert, depuis sa création, à déguiser des conditions de travail indignes. On est téléopérateur, vendeur ou graphiste sous le statut d'auto-entrepreneur... On réalise le même travail qu'un téléopérateur, un vendeur, ou un graphiste, à la différence près qu'on est payé au lance-pierre, qu'on n'a pas accès aux conventions collectives de son entreprise, et qu'on peut être remercié du jour au lendemain. Ce statut impose simplement des conditions de vie plus rudes aux salariés, et leur offre une autoroute royale pour le chômage : aujourd'hui, un tiers des auto-entrepreneurs sont demandeurs d'emploi. Chômage, bas salaires, précarité professionnelle : c'est le modèle que Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur, propose aux étudiants. Elle propose en effet la création d'un Diplôme d'Université « entrepreneuriat » pour enfermer les étudiants et les diplômés dans ce statut dégradé. Les diplômés exercent un métier, pour lequel ils se sont formés et pour lequel ils sont salariés ; Fioraso s'attache à détruire leurs droits professionnels quand il faudrait les élargir, les pérenniser et les approfondir, y compris pour répondre aux nouveaux défis du XXI^e siècle. **Le monde du travail a besoin de vrais diplômés et non de vagues certifications « entrepreneuriales », de vrais métiers, et de droits qui mettent les conditions professionnelles des salariés à la hauteur de leur travail quotidien.** Cette nouvelle orientation ministérielle est une impasse pour le pays, une de plus, qui fait le pari de la précarité, du chômage et de la régression économique. **Les étudiants communistes s'engagent en faveur d'un véritable statut professionnel, de la reconnaissance du diplôme dans les conventions collectives et d'une grille salariale ferme qui garantit aux diplômés des conditions minimales d'emploi et de salaire.**



Vie du parti et Bataille financière

A l'initiative du pôle Vie du parti et bataille financière du Conseil départemental, une **rencontre entre la direction départementale, les secrétaires de section, les secrétaires à l'orga et les trésoriers va se dérouler le samedi 9 novembre à la fédération du PCF.** Cette rencontre sera la deuxième depuis le dernier congrès du PCF au mois de février. Elle permettra de faire un second point d'étape sur la remise des cartes aux adhérent(e)s, sur les enjeux de la bataille du renforcement et de l'adhésion, sur la cotisation et la souscription ainsi que sur toute les initiatives financières locales.

Huma-café

VIVE LA REPUBLIQUE



Le 55^{ème} anniversaire de la Vème République, jadis critiquée et combattue ("le coup d'Etat permanent" selon les mots de François Mitterrand), vient d'être célébré avec faste. Mais de quelle République parlons-nous ?

La Vème République paraît dépassée, à bout de souffle, minée par le présidentielisme et le bipartisme. La crise de la politique et de la démocratie représentative, dont l'abstention est le symptôme, est profonde. La défiance est à son comble.

Quelles sont les causes de cette décomposition ?

La République a toujours été un combat. L'idéal républicain du bien commun reste-t-il moderne ? Le temps n'est-il pas venu d'un nouveau processus constituant ? Le peuple peut-il devenir acteur de sa destinée ? Quels nouveaux outils démocratiques peuvent-ils éviter que les citoyens s'éloignent du politique ? La citoyenneté s'arrête-t-elle aux portes des entreprises ? Quels sont les voies d'un renouveau démocratique ? Et si la République sociale, c'était maintenant ? Quels moyens avons-nous de faire revivre cette "sublime nouveauté du monde" (Jaurès) ?

La République nous appelle...au débat avec :

Nicole BORVO COHEN-SEAT
Sénatrice honoraire
Auteur de Génération VIème République

VENDREDI 15 NOVEMBRE 2013
18h au LIEU UNIQUE Salon de Musique à Nantes



Vite lu...

LÉONARDA COLLEGIENNE ROM EXPULSÉE



L'AMÉRIQUE NOUS ÉCOUTE



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Mardi 5 novembre : Réunion du conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Mardi 5 novembre : Rencontre citoyenne « Quel projet pour une politique de gauche à Rezé ? » à 18h30, salle municipale, 40 rue Jean Jaurès à Rezé.

Mercredi 6 novembre : Assemblée générale de la section de St-Nazaire à 20H à l'Agora.

Samedi 9 novembre : Rencontre entre la direction départementale et les responsables de sections à 9h30 à la fédération.

Mardi 12 novembre : Réunion de l'exécutif départemental.

Mardi 12 novembre : Rencontre citoyenne pour les municipales, à 18h30 salle du mille club à la Chabossière de Coëron.

Jeudi 14 novembre : Rencontre citoyenne sur les municipales à 18h30, salle de la fraternité à Coëron.